



**PRÉFET  
DES LANDES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Arrêté DCPAT-BAE n° 2026-155**

**modifiant l'arrêté préfectoral PR/DAGR/1991/N° 677 du 9 décembre 1991  
autorisant le SICTOM du Marsan à exploiter une installation de stockage de déchets  
sur le territoire de la commune de Saint-Perdon**

***Suivi post-exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux  
Installation de panneaux photovoltaïques***

**Le préfet,**

- Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46,
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements,
- Vu** le décret du 26 mars 2025 portant nomination de Monsieur Gilles CLAVREUL, préfet des Landes,
- Vu** l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux,
- Vu** l'arrêté préfectoral PR/DAGR/1991/N° 677 du 9 décembre 1991 autorisant le SICTOM à exploiter une installation de stockage de déchets sur le territoire de la commune de Saint-Perdon,
- Vu** l'arrêté préfectoral du 24 janvier 2000 modifiant l'arrêté préfectoral PR/DAGR/1991/N° 677 du 9 décembre 1991 autorisant le SICTOM à exploiter une installation de stockage de déchets sur le territoire de la commune de Saint-Perdon,
- Vu** l'arrêté préfectoral DAECI n° 2015-26 du 13 janvier 2015 modifiant l'arrêté préfectoral PR/DAGR/1991/N° 677 du 9 décembre 1991 autorisant le SICTOM à exploiter une installation de stockage de déchets sur le territoire de la commune de Saint-Perdon,
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2026-64-SG du 4 mai 2026 portant délégation de signature à Madame Stéphanie MONTEUIL, secrétaire générale de la préfecture des Landes,
- Vu** le dossier de post-exploitation d'octobre 2013,
- Vu** la modification notable portée à la connaissance du préfet par le SICTOM du Marsan par courrier en date du 12 mars 2024 relatif à l'installation d'une centrale photovoltaïque sur l'ancienne Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND),
- Vu** les compléments apportés par l'exploitant en octobre 2025 suite aux demandes de l'inspection des installations classées,
- Vu** l'enquête publique réalisée au titre de l'instruction du permis de construire du 29 avril 2024 au 28 mai 2024,
- Vu** le courrier électronique adressé le 20 février 2026 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté,
- Vu** l'absence d'observation formulée par l'exploitant par courriel du 10 mars 2026,
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 23 mars 2026,

**Considérant** que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du code de l'environnement,

- Considérant** que les casiers ont permis, en période d'exploitation, l'enfouissement des ordures ménagères et des refus de compostage de l'usine du site,
- Considérant** que l'exploitation de ces casiers s'est déroulée de 1994 à 1999 pour le casier 1 et du 28 août 1999 au 9 février 2009 pour le casier 2,
- Considérant** que les deux casiers ont fait l'objet de travaux de couverture et ne sont actuellement plus exploités,
- Considérant** qu'il y a lieu de préciser les modalités de surveillance post-exploitation comme prévu au titre VII de l'arrêté d'autorisation initial du 9 décembre 1991 susvisé et plus précisément à son article 36,
- Considérant** qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires et d'adapter l'autorisation environnementale,
- Sur proposition** de la secrétaire générale de la préfecture des Landes,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 - Identification**

Le SICTOM du Marsan, dont le siège social est situé 1038 Route de Marcadé - 40090 Saint-Perdon, qui est autorisé à exploiter, sur la commune de Saint-Perdon, des installations de stockage de déchets non dangereux, est tenu de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance de Monsieur le Préfet, les dispositions des articles suivants.

### **Article 2 - Localisation du site**

Une centrale photovoltaïque est implantée sur les anciens casiers de stockage.

L'emprise du site de stockage s'étend sur les parcelles suivantes :

Commune	Section	Parcelle	Superficie (m <sup>2</sup> )
Saint-Perdon	AK	148	38642
Saint-Perdon	AK	153	316474
Saint-Perdon	AK	194	97521

### **Article 3 - Implantation d'une centrale photovoltaïque**

L'implantation de la centrale photovoltaïque ne peut faire obstacle à l'application de la législation des installations classées, ni aux actions de surveillance et de contrôle de l'inspection ainsi qu'à l'ensemble des dispositions préfectorales applicables à l'installation de stockage de déchets.

La durée et les modalités de gestion de l'installation de stockage de déchets non dangereux sont définies dans le présent arrêté. La durée du suivi post-exploitation pourra s'arrêter à la date définie par cet arrêté même si l'exploitation de la centrale photovoltaïque se poursuit au-delà.

### **Article 4 - Conformité au porter à connaissance**

Le parc photovoltaïque et ses annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, ils respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté et des réglementations en vigueur.

### **Article 5 - Conformité aux guides et spécifications techniques**

Les installations tiennent compte des indications des guides pratiques UTE C 15-712-1 (Installations photovoltaïques raccordées au réseau public de distribution) et ADEME (Spécifications techniques relatives à la protection des personnes et des biens dans les installations photovoltaïques raccordées au réseau BT ou HTA).

## **Article 6 - Stabilité du massif de déchets et pérennité de la couverture finale**

### **6.1 Fondations, stabilité du massif de déchets, efficacité et pérennité de la couverture finale**

L'implantation et l'exploitation du parc photovoltaïque s'effectuent de manière à ne pas détériorer les installations de stockage de déchets, en particulier les dispositifs assurant :

- l'étanchéité, la gestion des eaux et la stabilité du massif de déchets,
- la collecte et le traitement des lixiviats, des rejets gazeux, des eaux de ruissellement et la surveillance des eaux souterraines.

L'implantation du parc photovoltaïque doit s'effectuer sur des fondations hors sol, sans ancrage, et doit être conçue de façon à répartir le poids de la structure porteuse et des panneaux pour que la pression exercée sur la surface du sol soit moindre, et ainsi réduire les risques de déformation du terrain.

Une étude géotechnique préalable aux travaux doit être effectuée pour démontrer la compatibilité du projet avec la préservation de l'intégrité de la couverture du site, de la stabilité du massif des déchets et de l'écoulement des eaux pluviales.

### **6.2 Prise en compte des tassements différentiels des massifs de déchets**

Dans un délai n'excédant pas trois mois avant l'engagement de tous travaux préparatoires de construction de la centrale photovoltaïque, un relevé topographique des massifs de déchets détaillant les dômes, talus, descentes d'eau, puits et canalisations de biogaz est réalisé. Il sera procédé au même relevé topographique trois mois après l'achèvement des travaux. Les deux relevés seront comparés et, en tant que de besoin, il sera conclu à la nécessité de procéder à une surveillance renforcée de tout ou partie des massifs de déchets ou d'engager des travaux complémentaires relatifs à leur stabilité.

Dans tous les cas, un relevé topographique des casiers est réalisé tous les 3 ans minimum. Une analyse comparative des relevés avec les relevés R-1 et R-2 est effectuée.

Un relevé topographique de référence R0 est effectué avant la mise en place des premiers panneaux.

Les structures métalliques supportant les panneaux solaires doivent résister sans se déformer aux mouvements de terrain lents et de petite amplitude. Enfin, ces structures sont conçues de telle manière qu'il soit possible de corriger des mouvements de terrain liés aux tassements.

## **Article 7 - Moyens de prévention du risque incendie**

**7.1** L'exploitant respecte une distance d'éloignement de 2 mètres des équipements électriques non ATEX par rapport aux puits de biogaz.

**7.2** Des dispositions organisationnelles sont mises en place afin de prévenir les sources d'ignition :

- l'interdiction de feu nu et des procédures de permis de feu,
- l'interdiction de fumer,
- le contrôle périodique et la maintenance des équipements par des organismes agréés :
  - engins d'exploitations,
  - installations électriques ;
  - équipements / machines ;
  - etc.

La centrale est équipée, en complément de la clôture, d'un système de vidéo-surveillance permettant d'alerter un PC sécurité de toute intrusion dans le site ou de détérioration de la clôture (installation de câbles sensitifs sur la clôture). En cas d'incendie décelé par la télésurveillance, le technicien de la société exploitant la centrale ou de la société en charge de la maintenance déclenche à distance l'arrêt d'urgence et l'appel du SDIS.

**7.3** Un arrêt d'urgence extérieur, protégé par un boîtier ouvrable par le SDIS, est positionné à proximité de l'accès Ouest du site où se trouve le poste privé de livraison.

## **Article 8 - Moyens de lutte contre l'incendie**

Les moyens de protection et de lutte incendie du parc photovoltaïque sont ceux existants sur le site.



Ils respectent les préconisations du SDIS des Landes, à savoir :

1. Le projet photovoltaïque a besoin d'une réserve en eau de 120 m<sup>3</sup>. Le site est déjà équipé d'une réserve en eau de 420 m<sup>3</sup>. De plus, le site est équipé d'un poteau incendie au niveau de la lagune de l'usine.  
Ces équipements sont disponibles en toutes circonstances et les poteaux incendie sont testés annuellement.
2. Les portails au Sud-Est et au Sud-Ouest du site industriel sont maintenus.
3. Une signalétique avec le process d'intervention des pompiers en cas d'incendie et surtout avec les coordonnées d'un technicien d'astreinte habilité à intervenir sur la centrale PV (nom / téléphone / temps d'arrivée sur site) est présente sur le site.
4. Une signalétique à l'endroit de sortie de terre / affleurement des câbles est présente sur le site .
5. L'entretien des broussailles doit se faire dans l'enceinte du site industriel actuel (50 m ou jusqu'à la clôture existante) en conservant des zones de terre à nue autour de la centrale photovoltaïque de 6 m de large pour le passage des camions de pompiers. Le SDIS demande également que soit rajoutée une bande « à la terre », c'est-à-dire sans végétation et entretenue sans végétation, de 5 m (sur le principe du pare-feu) au Nord/Est/Ouest de la centrale, le Sud étant déjà configuré ainsi. L'entretien autour est effectué par le SICTOM et les zones de terre à nue sont gérées par le porteur du projet.
6. L'herbe doit être tondue sous les panneaux photovoltaïques et surtout ramassée pour ne pas créer de combustible à un éventuel feu. Cet entretien fait partie du cahier des charges de la maintenance de la centrale photovoltaïque.
7. La clôture est implantée à au moins 5 m en retrait des panneaux.

## **Article 9 - Suivi post exploitation**

### **9.1 Durée**

La durée de la surveillance post-exploitation est de 30 ans minimum, soit jusqu'à jusqu'en 2029 pour le casier 1 et jusqu'en 2039 pour le casier 2.

L'exploitant fournit six mois avant le terme de la période de suivi un dossier comportant les plans à jour de l'emprise ainsi qu'un mémoire sur l'état du site. Il précise en outre les dispositions prises pour assurer la mise en sécurité du site.

### **9.2 Suivi des lixiviats**

9.2.1 L'exploitant réalise un suivi bi-mensuel des niveaux statiques des puits de lixiviats au niveau des deux casiers.

9.2.2 Des pompages sont réalisés, a minima, dans les conditions suivantes :

- un pompage de 30 m<sup>3</sup> toutes les 3 semaines pour le casier 2,
- un pompage de 10 m<sup>3</sup> tous les 3 mois pour le casier 1.

9.2.3 Les effluents pompés font l'objet d'un suivi, d'une traçabilité et d'une élimination conformes à la réglementation en vigueur.

9.2.4 Les modalités d'analyses fixées par l'arrêté préfectoral du 24 janvier 2000 sont modifiées comme suit :

L'exploitant procède à :

- un enregistrement des débits en m<sup>3</sup>/mois,
- un relevé pluviométrique en mm/mois sur un poste fixe,
- une analyse semestrielle des lixiviats sur les paramètres suivants :
  - pH,
  - DCO,
  - DBO<sub>5</sub>,
  - MES,
  - COT,
  - hydrocarbures totaux,
  - chlorure,
  - sulfate,
  - ammonium,

- phosphore total,
- métaux, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn),
- N total,
- CN libres,
- conductivité
- phénols,
- toute autre substance dangereuse visée au paragraphe 3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016.

### 9.3 Suivi de la nappe

La surveillance des eaux souterraines et des sources « Téoulère » et « Yoye » est maintenue dans les conditions fixées par l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 janvier 2015 susvisé.

Le prélèvement d'échantillons doit être effectué conformément aux normes en vigueur. Les paramètres à analyser dans les échantillons prélevés sont déterminés en fonction des polluants susceptibles d'être contenus dans le lixiviat et de la qualité des eaux souterraines dans la région.

Le niveau des eaux souterraines doit être mesuré au moins deux fois par an, en périodes de hautes et basses eaux, pendant la phase d'exploitation et la période de suivi. Cette mesure devant permettre de déterminer le sens d'écoulement des eaux souterraines, elle doit se faire sur des points nivelés.

La fréquence d'analyse de la composition des eaux souterraines doit être fondée sur les possibilités d'intervention entre deux prélèvements d'échantillons au cas où l'analyse révélerait un changement significatif de la qualité de l'eau. Cela signifie que la fréquence doit être déterminée sur la base de la connaissance ou de l'évaluation de la vitesse d'écoulement des eaux souterraines.

Pour chaque puits situé en aval hydraulique, les résultats d'analyse doivent être consignés dans des tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence, etc.).

## 10 - Publicité

Conformément aux dispositions du code de l'environnement :

- 1° une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Saint-Perdon et peut y être consultée par les personnes intéressées,
- 2° un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les motifs et considérants principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la mairie de Saint-Perdon pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire,
- 3° le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation,
- 4° l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Landes pendant une durée minimale de quatre mois.

## 11 - Exécution

La secrétaire générale de la préfecture des Landes, le maire de Saint-Perdon, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine, les inspecteurs de l'environnement placés sous son autorité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au SICTOM du Marsan.

Mont-de-Marsan, le 12 MAI 2026

Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale,

Stéphanie MONTEUIL

Voie et délai de recours :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Pau (Villa Noullobos - 50 Cours Lyautey - 64010 PAU Cedex) ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- 1° par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté,
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement des installations présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de :
  - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
  - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).